

Décision du maire prise au titre de sa 2^e délégation :
tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal

TARIFS DES LOCATIONS

1.1 – SALLES DE LA GRANGE AUX DÎMES

à compter du 10 janvier 2022

LE MAIRE DE OUISTREHAM,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22 et 23 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune ;

VU l'arrêté municipal du 8 octobre 2010 portant règlement général des conditions d'utilisation des salles de la Grange aux Dîmes ;

VU la décision du maire n°D2021-23 du 1^{er} mai 2021 portant création de la régie du Pôle à la population en charge des locations ;

VU la décision n°2021-03 du 8 janvier 2021 fixant les tarifs de la location des salles de la Grange aux Dîmes à compter du 11 janvier 2021 ;

CONSIDERANT que la mise à disposition d'un équipement municipal relève d'un service public facultatif qui repose sur un financement budgétaire – en investissement et en fonctionnement - et une participation financière des usagers ;

CONSIDERANT que par ailleurs il convient de responsabiliser les bénéficiaires de ces mises à disposition en établissant notamment des locations payantes avec caution ;

CONSIDERANT que, dans ce cadre, les conditions d'accès et de tarification doivent être définies dans le respect du principe d'égalité des usagers du service public mais que, toutefois, ce principe n'interdit pas un traitement différent et qu'il est admis que le lieu de domiciliation puisse être considéré comme une différence de situation appréciable, justifiant une différenciation tarifaire ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre à jour les tarifs de location des salles de la Grange aux Dîmes pour tenir compte de la qualité de la prestation proposée à la location, de l'évolution du coût de la vie, et mettre en adéquation la grille tarifaire avec l'évolution de l'offre de service ;

CONSIDERANT qu'il appartient au maire de fixer et modifier les tarifs appliqués aux locations dans le cadre de ses délégations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1:

Les tarifs de location des salles de la GRANGE AUX DÎMES sont fixés comme suit à compter du 10 janvier 2022 :

1.1 - LOCATION DES SALLES DE LA GRANGE AUX DIMES					
Tarifs en €TTC A compter du 10 janvier 2022		Ouistrehamaïs		extérieurs	
		SEM	WE	SEM	WE
GRANDE SALLE	Tarif plein	510	715	1225	1735
	occupation brève <5h	280	330	590	650
	caution	500	500	500	500
SALLE 1 / SALLE 2	Tarif plein	150	250	400	600
	occupation brève <5h	50	60	80	100
	caution	300	300	300	300
CUISINE	En sus salle 2 ou Gde salle	75	75	75	75

ARTICLE 2:

Il est précisé que :

- Le tarif WE (week-end) s'applique aux vendredis, samedis, dimanches et jours fériés, pour 2 jours ; le tarif SEM (semaine) s'applique du lundi au jeudi inclus, à la journée.
 - La location de la cuisine se fait sur réservation et dans la limite de sa disponibilité ; elle est adjointe à la location de la salle 2 ou de la grande salle et ne peut en aucun cas être louée seule.
 - La réservation est obligatoire, sur demande écrite ; la signature de la convention donnera lieu au versement d'arrhes correspondant à 30% du montant total de la location.
 - les associations de la commune bénéficient de la gratuité de la location dans les cas suivants :
 - ▶ en SEM, toute l'année, suivant la disponibilité et sur accord du maire ou de son représentant ;
 - ▶ en WE, 1 fois / an.
- En dehors de ces conditions, le tarif « Ouistrehamais » leur est appliqué.
- Une caution est demandée au moment de la réservation pour couvrir les dégâts qui pourraient survenir dans le cadre de la location et l'intervention nécessaire du service d'entretien en cas de nettoyage insuffisant ; elle sera restituée au prorata des sommes engagées par la commune pour la remise en état des locaux.

ARTICLE 3:

A compter du 10 janvier 2022, la décision n°2021-03 du 8 janvier 2022 est abrogée et remplacée par la présente décision.

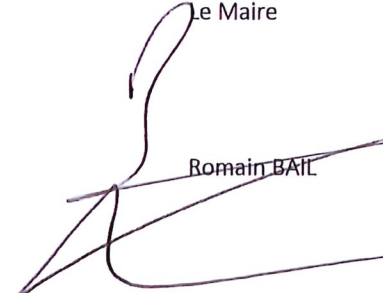
ARTICLE 4:

Ampliation de la présente décision sera :

- transmise à Monsieur le Préfet du Calvados, Monsieur le Trésorier Principal de Ouistreham, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux Finances, Monsieur le Maire-adjoint délégué à la Vie Locale, au Régisseur.
- Publiée aux Recueil des actes administratifs de la commune - Registre des arrêtés du Maire et affichée en mairie le 10/01/2022

Fait à Ouistreham, le 6 janvier 2022



Le Maire

Romain BAIL

DELAI ET VOIES DE RECOURS : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).



Service Secrétariat Général
RE/AM/AuL
secretariat.general@ville-ouistreham.fr

Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier
BP 102 - 14150 Ouistreham
Tél.02.31.97.73.25 – Fax.02.31.97.73.39
www.ouistreham-rivabella.fr

Décision du maire prise au titre de sa 2^e délégation :
tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal

TARIFS DES DROITS DE PLACE
ACCORDES DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITE ECONOMIQUE
2.1 - TERRASSES et autres stationnement assimilés
à compter de l'année 2022

LE MAIRE DE OUISTREHAM,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22 et 23 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune ;

VU la décision du maire n°2017-22 en date du 5 juillet 2017 modifiée portant création de la régie des droits de place ;

VU La décision n°D2021-07 en date du 14 janvier 2021 qui fixe les tarifs des terrasses et assimilés ;

VU l'Arrêté municipal n°2019-234 du 8 avril 2019 portant règlement de l'occupation du domaine public par les terrasses et les étalages en lien avec une activité commerciale sédentaire ;

CONSIDERANT la volonté de la commune d'ajuster les tarifs appliqués aux commerçants sédentaires en contrepartie de leur autorisation d'occuper le domaine public pour le stationnement d'une terrasse et/ou assimilé, pour tenir compte de l'évolution du coût de la vie ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier la grille tarifaire pour tenir compte de l'évolution de l'offre du service ;

CONSIDERANT qu'il appartient au maire de fixer et modifier les tarifs appliqués aux terrasses et autres droits de stationnement assimilés dans le cadre de ses délégations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Les tarifs des droits de place applicables à compter de l'année 2022 aux terrasses et assimilés, occupations du domaine public à titre commercial, sont les suivants :

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC – DROITS DE PLACE ACCORDES DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITE ECONOMIQUE

2.1 - TERRASSES ET DROITS DE STATIONNEMENT ASSIMILES

TARIFS en euros HT à compter de l'année 2022	Tarif N°	annuel A	saison B	HS C	jour D
TERRASSES					
Terrasse ouverte et non couverte - au m ²	T1.1	35.40	28.50	21.20	4.80
Terrasse ouverte parois et/ou structure sol fixe – au m ²	T1.2	55.50	-	-	-
Terrasse couverte mobilier mobile – au m ²	T1.3	52.50	41.40	30.30	6.60
Terrasse fermée structure amovible – au m ²	T1.4	66.60	52.50	38.40	8.60
Aménagement particulier de la commune - Supplément au m ²	T1.5	18.00	-	-	-
ETALAGES					
- au mètre linéaire	T2	22.50	17.20	13.00	3.60
PRESENTOIRS					
Portant, support cartes, journaux, tourniquet – l'unité	T3	26.30	22.20	16.00	5.50
STOP-TROTTOIR					
Limité à 1 unité	T4	22.00	-	-	-
PORTE-MENU					
Fixe - l'unité	T5.1	17.00	-	-	-
mobile - l'unité	T5.2	17.00	13.00	10.00	4.00
DISTRIBUTEURS					
Distributeur automatique - l'unité	T6	22.50	18.00	13.00	3.50

ARTICLE 2 :

Il est précisé que :

- Ces tarifs fixent le montant de la redevance due en contrepartie de l'octroi d'un droit de stationnement de type terrasse ou assimilé – désigné communément « droit de terrasse » - sollicité par l'exploitant de l'établissement commercial et établie par arrêté du maire après instruction du dossier de sa demande ;
- Le tarif saison (colonne B) est appliqué pour les terrasses ouvertes uniquement du 01/04 au 30/06 et/ou du 01/09 au 31/10 ; le tarif HS-haute saison (colonne C) est appliqué pour les terrasses ouvertes uniquement pendant les mois de juillet et août ; la redevance pour les rues aménagées, les stop-trottoir et porte-menu fixe est établie uniquement à l'année ;
- Les redevances fixées ont un caractère forfaitaire et sont dues au titre de l'année de perception, quelle que soit la durée réelle d'occupation et dès la première constatation sans préjudice des sanctions auxquelles s'exposent les contrevenants.

En aucun cas la base de perception ne pourra être inférieure à un mètre.

- Le montant global de la redevance est exigible en cours d'année/de saison ou à la signature de l'arrêté correspondant (pour les autorisations journalières) et payable auprès du régisseur des droits de place ;

ARTICLE 3 :

A compter de sa date d'application, la présente décision abroge et remplace la décision du maire n° D2021-07 en date du 14 janvier 2021 et reste valable tant qu'elle n'est pas rapportée.

ARTICLE 4 :

Ampliation de la présente décision sera :

- transmise à Monsieur le Préfet du Calvados, Monsieur le Trésorier Principal de Ouistreham, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux Finances, Monsieur le Conseiller délégué au commerce, au Régisseur.
- Publiée aux Recueil des actes administratifs de la commune - Registre des arrêtés du Maire et affichée en mairie le 30/01/2022

Fait à Ouistreham, le 6 janvier 2022



Le Maire

Romain BAIL

DELAI ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Elle peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).



Commune de OUISTREHAM

Réf. Secrétariat Général
secretariat.general@ville-ouistreham.fr

Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier
BP 102 - 14150 Ouistreham
Tél.02.31.97.73.25 – Fax.02.31.97.73.39
www.ouistreham-rivabella.fr

Décision du maire prise au titre de sa 2^e délégation :
tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal
TARIFS DES SERVICES
7.1 – CIMETIERE ET OPERATIONS FUNERAIRES
à compter du 17 janvier 2022

LE MAIRE DE OUISTREHAM,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22, L2122- 23 et L2223-22 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;

VU la loi n°2020-21 du 29 décembre 2020 de Finances pour 2021 ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune ;

VU l'arrêté municipal du 8 octobre 2010 portant règlement général des conditions d'utilisation des salles de la Grange aux Dîmes ;

VU la décision du maire n°D2021-23 du 1^{er} mai 2021 portant création de la régie du Pôle à la population en charge des locations ;

VU la décision n°2020-05 du 27 avril 2020 fixant les tarifs du cimetière de Ouistreham ;

CONSIDERANT qu'il convient de modifier et mettre à jour les tarifs du cimetière communal, pour tenir compte notamment de la réglementation et des modifications apportées par la Loi de Finance pour 2021 concernant les taxes liées aux opérations funéraires ;

CONSIDERANT qu'il appartient au maire de fixer et modifier les droits perçus au profit de la commune dans le cadre de la délégation accordée par le conseil municipal ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Les tarifs appliqués à compter du 17 janvier 2022 au CIMETIERE COMMUNAL ET OPERATIONS FUNERAIRES sont fixés comme suit :

CIMETIERE ET OPERATIONS FUNERAIRES			
7.1 - Tarifs à compter du 17 janvier 2022			
			en €TTC
INHUMATION SEPULTURE TRADITIONNELLE	Concession adulte	15 ans	500
		30 ans	900
		50 ans	1400
		Perpétuelle	2500
	Concession Enfant (-14 ans)	15 ans	170
		30 ans	320
		50 ans	600
		Perpétuelle	1000
COLUMBARIUM/ CAVURNES	Concession d'une case en columbarium	30 ans – pour 2 urnes	1300
	Concession d'une case caverne	30 ans – pour 2 urnes	1200
	Renouvellement de concession	30 ans	400
JARDIN DU SOUVENIR	Dispersion des cendres		gratuité
CAVEAU/ CASE PROVISoire	Dans le cadre de travaux sur une concession déjà occupée	Mise à disposition (base fixe)	70
		Taxe journalière (en sus)	4.50/j
	Avant travaux sur une concession nouvelle/vidée	5 ans maximum	gratuité
FRAIS DE GESTION	Forfait au dossier		25
VACATIONS FUNERAIRES (pour information)		Cf. délib. n°9 du 24/11/2014	25

ARTICLE 2 :

Il est précisé que :

- en cas de non renouvellement à l'expiration de la concession du columbarium, les cendres seront alors dispersées dans le jardin du Souvenir par le gardien du cimetière ;
- Les creusements des fosses pour caveaux seront exécutés par les entreprises à la diligence des familles ;
- Les frais attachés aux vacations funéraires des agents de police municipale sont facturés en sus.

ARTICLE 3 :

A compter du 17 janvier 2022, la décision n°2020-05 du 27 avril 2020 est abrogée et remplacée par la présente décision.

ARTICLE 4 :

Ampliation de la présente décision sera :

- transmise à Monsieur le Préfet du Calvados, Monsieur le Trésorier Principal de Ouistreham, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux Finances, Monsieur le Maire-adjoint délégué à la Vie Locale, au Régisseur.
- Publiée aux Recueil des actes administratifs de la commune - Registre des arrêtés du Maire et affichée au cimetière et en mairie le 17/01/2022

Fait à Ouistreham, le 6 janvier 2022



Le Maire

Romain BAIL

DELAI ET VOIES DE RECOURS : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).



Service Secrétariat Général
RB/AM/AuL
secretariat.general@ville-ouistreham.fr

Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier
BP 102 - 14150 Ouistreham
Tél.02.31.97.73.25 – Fax.02.31.97.73.39
www.ouistreham-rivabella.fr

Décision du maire prise au titre de sa 2^e délégation :
tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal
TARIFS DES DROITS DE PLACE
ACCORDES DANS LE CADRE D'UNE ACTIVITE ECONOMIQUE
2.5 – CIRCASSIENS, FORAINS et assimilés
à compter de l'année 2022

LE MAIRE DE OUISTREHAM,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22 et 23 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune ;

VU la décision du maire n°2017-22 en date du 5 juillet 2017 portant création de la régie des droits de place, modifiée par la décision n°D2020-24 du 16 décembre 2020 ;

VU La décision n°2018-25 en date du 29 septembre 2018 qui fixe les tarifs des forains et assimilés ;

CONSIDERANT qu'il est légitime de prélever auprès des forains, cirques et autres professionnels et artistes ambulants stationnés sur le domaine public communal dans le cadre de leurs activités professionnelles ;

CONSIDERANT la volonté de la commune d'ajuster les tarifs appliqués pour tenir compte de la réalité du service et de l'évolution du coût de la vie ;

CONSIDERANT qu'il appartient au maire de fixer et modifier le montant des droits pour occupation du domaine public en vertu de la délégation qu'il a reçue du conseil municipal ;

ARRÊTE

ARTICLE 1:

Les nouveaux tarifs des droits de place appliqués aux circaciens, forains et autres professionnels et/ou artistes ambulants, sont les suivants à compter de l'année 2022 :

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC			
CIRCACIENS, FORAINS ET ASSIMILES			
2.5 - Droits de place et redevances applicables à compter de 2022			Montant en €TTC
A - CIRQUES ET ARTISTES DE PLEIN AIR			
Chapiteaux et grandes attractions de plein air	- La 1 ^{ère} journée		260
	- Jours suivants		135
Petits chapiteaux (jusque 50 places)	- la journée		80
Castelets, artistes de rue, déambulations	- La 1 ^{ère} journée		50
	- Jours suivants		25
B - FORAINS			
Loteries et jeux d'adresse	- le m. linéaire		6.50
Vente à emporter	- le m. linéaire		6.50
Manèges/attraction avec emprise inférieure ou égale à 100m ²	- le forfait		65
Manèges/attraction avec emprise supérieure à 100m ²	- Le m ²		0,90
C – RACCORDEMENT ELECTRIQUE			
Branchement 16 ampères -	Forfait séjour		25

ARTICLE 2:

Il est précisé que :

- Ces tarifs fixent le montant de la redevance due en contrepartie de l'octroi d'une autorisation d'occuper le domaine public ou d'un droit de stationnement sollicité par l'exploitant d'un cirque, d'une attraction ou d'une activité foraine ou par un artiste de rue dans la cadre d'une animation, d'un spectacle ou tout autre activité non sédentaire ;
- Les tarifs des CIRQUES ET ARTISTES DE PLEIN AIR sont appliqués à la journée, pour chaque jour de représentation ;
- Le tarif des FORAINS est appliqué à la journée ; en aucun cas la base de perception ne pourra être inférieure à un mètre ;
- Les redevances sont dues quelle que soit la durée d'occupation et dès la première constatation sans préjudice des sanctions auxquelles s'exposent les contrevenants ;
- Le montant total de la redevance sera appelé dès l'occupation du domaine public et payable auprès du régisseur des droits de place.

ARTICLE 3:

La responsabilité de la ville est entièrement dégagee pour tout ce qui concerne les équipements forains et assimilés, notamment en cas de vol ou détérioration, sans que cette énumération soit limitative.

ARTICLE 4:

A compter de son caractère applicable, la présente décision abroge et remplace la décision du maire n° D2018-25 en date du 29 septembre 2018 et reste valable tant qu'elle n'est pas rapportée.

ARTICLE 5:

Ampliation de la présente décision sera :

- transmise à Monsieur le Préfet du Calvados, Monsieur le Trésorier Principal de Ouistreham, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux Finances, Monsieur le Conseiller délégué au commerce et aux forains, au Régisseur.
- Publiée aux Recueil des actes administratifs de la commune - Registre des arrêtés du Maire et affichée en mairie le 17/01/2022

Fait à Ouistreham, le 6 janvier 2022



Le Maire

Romain BAIL

DELAI ET VOIES DE RECOURS : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Elle peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision du maire prise au titre de sa 2^e délégation :
tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal

TARIFS DES LOCATIONS

1.8 – MATERIELS ET EQUIPEMENTS COMMUNAUX

à compter du 10 janvier 2022

LE MAIRE DE OUISTREHAM,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22 et 23 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune ;

VU la décision du maire n°D2021-23 du 1^{er} mai 2021 portant création de la régie du Pôle à la Population en charge des locations ;

VU la décision n°2017-27 du 27 juillet 2017 fixant les tarifs de la location des matériels et équipements communaux qui pourraient être mis à disposition ;

CONSIDERANT que la mise à disposition d'un équipement municipal relève d'un service public facultatif qui repose sur un financement budgétaire – en investissement et en fonctionnement – et une participation financière des usagers ;

CONSIDERANT que par ailleurs il convient de responsabiliser les bénéficiaires de ces mises à disposition en établissant notamment des locations payantes avec caution ;

CONSIDERANT que, du fait de la nouvelle réglementation qui vise à interdire l'usage de parasols radiants en terrasse à compter de mars 2022, il y a lieu de mettre à jour les tarifs de location des matériels et équipements pour mettre en adéquation la grille tarifaire avec l'évolution de l'offre de service ;

CONSIDERANT qu'il appartient au maire de fixer et modifier les tarifs appliqués aux locations dans le cadre de ses délégations ;

ARRÊTE

ARTICLE 1:

Les tarifs de location des MATERIELS ET EQUIPEMENTS COMMUNAUX sont fixés comme suit à compter du 10 janvier 2022 :

1.8 - LOCATIONS DE MATERIELS ET EQUIPEMENTS COMMUNAUX

Tarifs établis en euros, à compter du 1^{er} septembre 2017

Matériel/équipement	Tarif journalier L'unité	Tarif week-end* L'unité	Caution Forfait location
Petite table (2m) :	5	8	50
Grande table (4m) :	8	13	50
Chaise :	1	2	50
Barnum 3x3m² :	50	80	300
Barnum 4x4m² :	60	95	300
Barnum 3x6m² :	70	110	300
Barrière Vauban :	5	8	200

ARTICLE 2:

Il est précisé que :

- Le tarif WE (week-end) est forfaitaire et s'applique aux mises à disposition accordées du vendredi soir au lundi matin.
- la Commune de Ouistreham met le matériel et les équipements à disposition de personnes physiques ou morales, après étude de leur demande et dans la mesure des disponibilités ; la mise à disposition est actée par convention.
- La caution est demandée au moment de la réservation pour couvrir les salissures, dégâts, détériorations, disparition, vols (sans que cette liste soit exhaustive) qui pourraient survenir dans le cadre de la location ; elle sera restituée au prorata des sommes engagées par la commune pour la remise en état ou le remplacement des matériels et équipements.

ARTICLE 3 :

A compter du 10 janvier 2022, la décision n°2017-27 du 27 juillet 2017 est abrogée et remplacée par la présente décision.

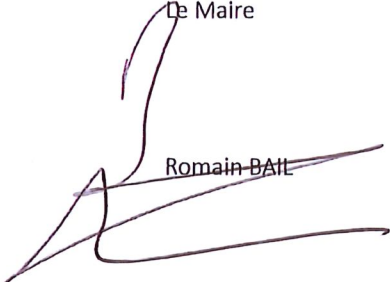
ARTICLE 4 :

Ampliation de la présente décision sera :

- transmise à Monsieur le Préfet du Calvados, Monsieur le Trésorier Principal de Ouistreham, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux Finances, Monsieur le Maire-adjoint délégué à la Vie Locale, au Régisseur.
- Publiée aux Recueil des actes administratifs de la commune - Registre des arrêtés du Maire et affichée en mairie le 10/01/2022

Fait à Ouistreham, le 6 janvier 2022



Le Maire

Romain BAIL

DELAI ET VOIES DE RECOURS : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Décision du maire prise au titre de sa 2^e délégation :
tarifs des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal
DROITS DE STATIONNEMENT
3.4 – CABINES DE PLAGE PRIVEES
à compter de 2022**

LE MAIRE DE OUISTREHAM,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2122-22 et 23 ;

VU la loi 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, départements et régions ;

VU la délibération n°4 du Conseil Municipal en date du 26 mai 2020 accordant délégation au maire pour fixer les tarifs et droits prévus au profit de la commune ;

VU la décision du maire n°2021-13 en date du 28 janvier 2021 fixant le montant des droits de place appliqués aux cabines de plage privées installées sur le domaine public ;

CONSIDERANT qu'il est légitime de prélever une redevance pour occupation du domaine public auprès des propriétaires des cabines privées stationnées sur la plage ;

CONSIDERANT qu'il convient d'appliquer un même tarif pour tous les usagers du service ;

CONSIDERANT qu'il appartient à Monsieur le Maire de fixer et modifier la redevance perçue au titre du droit de stationner une cabine sur le domaine public communal, en vertu de la délégation qu'il a reçue du conseil municipal ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Les propriétaires des CABINES DE PLAGE PRIVEES sont autorisés à stationner leur cabine sur la plage de Ouistreham en contrepartie du versement d'une redevance pour occupation du domaine public établie comme suit :

STATIONNEMENT DES CABINES DE PLAGE PRIVEES	
3.4 – redevance annuelle applicable à compter de 2022	Forfait en euros
STATIONNEMENT D'UNE CABINE	130

ARTICLE 2 :

Il est précisé que :

- La redevance est due par tous les propriétaires de cabines en place sur la plage de Ouistreham au 1^{er} mai de chaque année.
- Une exonération est possible sur présentation de justificatifs (dépôt de plainte à la gendarmerie ou d'un constat de la police municipale) pour les propriétaires des cabines qui subiraient des dégradations, qui doivent en faire la demande auprès du Maire.
- Le montant de la redevance peut être revalorisé de 10% en cas de non-paiement dans les temps impartis.
- L'autorisation d'occuper le domaine public est accordée pour un emplacement déterminé par la commune, dans le respect du règlement des cabines de bains, sous réserve du bon état et de l'entretien régulier de la cabine.

ARTICLE 3 :

La présente décision abroge et remplace la décision du maire n°D2021-03 en date du 28 janvier 2021 à compter de l'année 2022 et tant qu'elle n'est pas rapportée.

ARTICLE 4 :

Ampliation de la présente décision sera :

- transmise à Monsieur le Préfet du Calvados, Monsieur le Trésorier Principal de Ouistreham, Monsieur le Maire-adjoint délégué aux Finances, au Régisseur.
- Publiée aux Recueil des actes administratifs de la commune - Registre des arrêtés du Maire et affichée en mairie le 17/01/2022

Fait à Ouistreham, le 13 janvier 2022



Le Maire

Romain BAIL

DELAI ET VOIES DE RECOURS : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).